



PROJET D'ACCORD-CADRE AOO-B24-04373-VD

ENTRE

LE COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE ET AUX ENERGIES ALTERNATIVES, établissement public de recherche à caractère scientifique technique et industriel,
dont le siège social est situé Bâtiment Le Ponant D - 25 rue Leblanc à Paris 15^{ème},
immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro R.C.S PARIS B 775 685 019
représenté par Madame Julie GALLAND, agissant en qualité de Directrice de la Direction de la Recherche Technologique (DRT),

ci-après dénommé « **le CEA** »

d'une part,

ET

La société _____,
dont le siège social est situé _____,
immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de _____ sous le numéro R.C.S _____,
représentée par Monsieur/Madame _____, agissant en qualité de _____,

ci-après dénommée « **le Titulaire** »

(à compléter par le soumissionnaire)

d'autre part,

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET	4
ARTICLE 2 - DOCUMENTS CONTRACTUELS	4
ARTICLE 3 - CORRESPONDANTS	5
3.1- CORRESPONDANTS DU CEA	5
3.2 - CORRESPONDANTS TRANSITAIRE DU CEA GRENOBLE [POUR FOURNISSEURS ETRANGERS HORS UNION EUROPEENNE]	5
3.3 - CORRESPONDANTS DU TITULAIRE	5
ARTICLE 4 - FORME DE L'ACCORD-CADRE	5
ARTICLE 5 - CONDITION D'EXECUTION	6
ARTICLE 6 - EMBALLAGE – TRANSPORT - LIVRAISON	8
ARTICLE 7 - RECEPTION	8
ARTICLE 8 - FOURNITURE NON CONFORME	8
ARTICLE 9 - CAS D'UNE REFABRICATION DE LA FOURNITURE	9
ARTICLE 10 - CAS D'UN RE-PELLICULAGE	9
ARTICLE 11 - TEMPS D'ECRITURE ET GESTION DES GRADES AVANCES	9
ARTICLE 12 - GESTION DE L'ANTERIORITE (REPRISE DE JEUX DE MASQUES)	10
ARTICLE 13 - SUIVI DE L'ACCORD-CADRE	10
ARTICLE 14 - SUIVI ENVIRONNEMENTAL	10
ARTICLE 15 - PRIX	11
ARTICLE 16 - RESILIATION	11
ARTICLE 17 - PENALITES DE RETARD	11
ARTICLE 18 - CONDITIONS DE FACTURATION	12

ARTICLE 19 - – CONDITIONS DE PAIEMENT – REGLEMENTS	12
ARTICLE 20 - RESPECT PAR LE TITULAIRE DE LA REGLEMENTATION FISCALE ET SOCIALE	13
ARTICLE 21 - REGIME FISCAL[A SUPPRIMER SI MARCHE A L'ETRANGER]	13
REGIME FISCAL ET DOUANIER [OBLIGATOIRE SI MARCHE A L'ETRANGER SI MARCHE DANS L'UE SUPPRIMER LE § REGIME DOUANIER]	14
ARTICLE 22 - JURIDICTION COMPETENTE [SI FOURNISSEUR FR]	15
ARTICLE 23 - LOI APPLICABLE ET JURIDICTION COMPETENTE [SI FOURNISSEUR ETRANGER]	15
ARTICLE 24 - CONCLUSION DU MARCHE	15

ARTICLE 1 -OBJET

Le présent accord-cadre a pour objet de fixer les conditions selon lesquelles le CEA confie au Titulaire qui accepte **la fourniture des microphotomasques (également dénommés « masques ou réticules » objets du/des lots suivants*** :

- Lot 1 : ASM 5500/100
- Lot 2 : ASM5500/300 (multi attribution)
- Lot 3 : CANON FPA5510iZ
- Lot 4 : Nikon NSR S370E
- Lot 5 : ASML TWINSCAN NXTi
- Lot 6 : 4 "Mask
- Lot 7 : 5"Mask
- Lot 8 : 7,25 "R Mask
- Lot 9 : 9 "Sodalime for MA8 (multi attribution)
- Lot 10 : ASM5500/100 + 1X9"
- Lot 11 : ASM5500/300 + ASM5500/100 + 1X9"(multi attribution)
- Lot 12 : CANON FPA5510iZ + NIKON NSR S307E + ASML TWINSCAN NXTi (multi attribution)

ci-après dénommée par le terme « la Fourniture »

**A finaliser dans l'accord-cadre définitif*

ARTICLE 2 -DOCUMENTS CONTRACTUELS

Dans la mesure où leurs dispositions ne sont pas contraires à celles du présent accord-cadre et de ses annexes lesquelles prévalent, les documents ci-après sont applicables par ordre de priorité décroissante :

- les prescriptions de Sécurité et leurs annexes (référentiels correspondants) ;
- le dossier de consultation référencé AOO-B24-04373-VD avec, faisant partie intégrante, les prescriptions techniques du marché et leurs annexes (cahier des charges référencé DRT-LETI-DCOS-SCCS-LMDE-24-10-002328 en date du 31/01/ 2025, plans, etc.) ;
- les règles applicables aux Entreprises Extérieures (Titulaires ou sous-traitants de marchés), indice A et le règlement intérieur;
- les Conditions Générales d'Achat (CGA) du CEA (édition de janvier 2022);
- les documents normatifs (normes, documents techniques unifiés, etc.) ;
- l'offre du Titulaire référencée [REDACTED] du [REDACTED], à titre supplétif.

Le Titulaire reconnaît expressément avoir pris connaissance et accepté les documents ci-dessus.

Les conditions générales de vente du Titulaire, hormis celles issues de dispositions légales impératives, sont inopposables quelle qu'en soit la forme.

Les annexes suivantes font partie intégrante du présent accord-cadre :

- annexe n°1 : « Costing table »,
- annexe n°2 : «MRC LETI »
- annexe n°3 : « Specific order »
- annexe n°4 : « Quality Specifications for Masks »
- annexe n°5 : « Demande d'acceptation d'un sous-traitant ».

(à compléter par le soumissionnaire)

ARTICLE 3 -CORRESPONDANTS

3.1- Correspondants du CEA

Correspondants techniques :

Arthur BERNADAC – LETI/DPFT/SPAT/LPAC

Tél : 04.38.78.51.74

Gérald CIBRARIO – LETI/DCOS/SCCS/LMDE

Tél : 04.38.78.90.24

Nathalie BERNARD-HENRIQUES – LETI/DCOS/SCCS/LMDE Tél : 04.38.78.62.18

Correspondantes commerciales :

Valérie DIEUNA – Services des Marchés et Achats - Tél : 04.38.78.23.19

Email : valerie.dielna@cea.fr

Isabelle BOREL – Services des Marchés et Achats - Tél : 04.38.13.36

Email : isabelle.borel@cea.fr

Comptabilité fournisseur :

Tél : 01 69 08 47 50

Email : S3C-Fournisseur_GRE@cea.fr

RELANCES@cea.fr

3.2 - Correspondants transitaire du CEA Grenoble [pour fournisseurs étrangers hors Union européenne]

Pour les formalités de dédouanement, le Titulaire doit s'adresser à :

ZIEGLER

23 Rue de Brotterode

38950 - St Martin le Vinoux

France

Vos correspondants : cea.grenoble@zieglergroup.com

Tel : +33 4 76 56 57 12

3.3 - Correspondants du Titulaire

Correspondant technique :

Tél : _____

Correspondant commercial :

Tél : _____

(à compléter par le soumissionnaire)

ARTICLE 4 -FORME DE L'ACCORD-CADRE

La durée du présent accord-cadre est de deux (2) ans, soit du **01/09/2025 jusqu'au 31/08/2027**.

ARTICLE 5 -CONDITION D'EXECUTION

Le Titulaire, en tant que spécialiste des Fournitures qui lui sont demandées au titre du présent accord-cadre, s'engage à les fournir dans le respect des règles de l'art, des réglementations qui leur sont applicables et dans le souci de l'optimisation de la qualité du produit commandé.

Au titre du présent accord-cadre, le CEA adresse au Titulaire des bons de commande successifs selon ses besoins.

Ces bons de commande comportent leur propre numéro et référencent le présent accord-cadre.

Le Titulaire ne peut procéder à la livraison de la Fourniture qu'après avoir reçu un bon de commande du CEA, par email, précisant les éléments suivants :

- La désignation et le type de masques ou de réticules ;
- Les quantités demandées ;
- Les prix unitaires de la Fourniture en fonction du délai de livraison demandé ;
- La désignation de l'équipement (ou des équipements) ;
- Les données informatiques (gds, oas ou format MEBES) via ftp sur un serveur sécurisé ;
- La référence du présent accord-cadre.

Les bons de commandes sont régis par les dispositions du présent accord-cadre à bons de commande et sont passés sur la base des prix unitaires de « Costing table » figurant en annexe 1.

5.1– Quantités commandées

Le Titulaire ne peut imposer de minimum de commande au titre du présent accord-cadre. Le Titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité au titre de quantités de commandes ou de montants commandés non atteints.

5.2– Délais de livraison

Les délais prennent effet à compter de la date de réception du bon de commande par le Titulaire. Le Titulaire s'engage à livrer les Fournitures dans les délais indiqués :

- **Délai Standard (cf paragraphe 8.2 du cahier des charges)**

Pour chaque bon de commande trois niveaux de priorité sont définis P1, P2 et P3 qui correspondent à :

P1 = délai de livraison standard tel que fixé en annexe n°1

P2 jusqu'au grade I inclus = P1+1jour

P2 à partir du grade J = P1 + 5 jours

P3 jusqu'au grade I inclus = tous les 3 jours suivant la livraison du masque précédent (P2)

P3 à partir du grade J = tous les 5 jours suivant la livraison du masque précédent (P2)

- **Délai Urgent**

En cas de besoin, le CEA peut demander une livraison en express de masque en Priorité 0 (P0), c'est-à-dire dans un délai correspondant :

- au délai standard de livraison de moins 2 jours pour les masques (4", 5", 9") et les réticules de grade N00 à J-Binaire.
- au délai standard de livraison de moins 5 jours les réticules de grade J eaPSM à N.

En cas de difficultés relatives à la livraison, le Titulaire doit en informer au plus tôt les correspondants techniques CEA désignés à l'article 3 du présent accord-cadre.

Tout retard de livraison non justifié et non accepté préalablement par le CEA, peut donner lieu à l'application des pénalités de retard définies à l'article 17 ci-après.

5.3– Répartition des bons de commande

Répartition des bons de commande entre les deux Titulaires retenus pour les lots n°2, 9 et 11 :

- Le premier Titulaire retenu se verra confier entre 70% & 80% des bons de commandes du lot considéré ;
- Le second Titulaire retenu se verra confier entre 20% & 30% des bons de commandes du lot considéré.

Répartition des bons de commande entre les deux Titulaires retenus pour le lot n°12 :

La répartition des bons de commandes se fera selon la méthode dite « en cascade », qui consiste à faire appel en priorité aux Titulaires les mieux-disant. Le CEA contactera le Titulaire dont l'offre a été classée première. Si celui-ci n'est pas en mesure de répondre dans les délais exigés dans le bon de commande, le CEA pourra s'adresser au Titulaire dont l'offre a été classée deuxième.

5.4– Fournitures complémentaires sur devis via marchés subséquents

Les Fournitures complémentaires sur devis sont décrites en partie dans l'annexe n°3 « Specific Order » du présent accord-cadre visée à l'article 2 du présent accord-cadre. Lors de la survenance d'un nouveau besoin en masque, un cahier des charges sera établi, avec toutes les caractéristiques techniques attendues.

Pour ces Fournitures complémentaires, le CEA adresse au Titulaire, par courrier ou par email, un cahier des charges particulier, ci-après dénommé « CDC specific order for masks » pour les autres fournitures.

Le Titulaire adresse au CEA dans un délai de 10 jours ouvrés maximum suivant la demande, une offre détaillée faisant apparaître :

- une proposition technique,
- une proposition financière

L'offre du Titulaire doit être valable au moins trois mois à compter de sa date de réception par le CEA.

En cas d'accord du CEA sur la proposition du Titulaire, le CEA émet un marché subséquent, ci-après dénommé « marché subséquent ».

Le marché subséquent établi par le CEA comporte les mentions suivantes :

- ☐ la référence du présent accord-cadre,
- ☐ la référence du CDC particulier et l'objet des Fournitures,
- ☐ la référence de la proposition du Titulaire,
- ☐ le coût des Fournitures,
- ☐ le délai d'exécution.

Il est de convention expresse entre les Parties que les Fournitures complémentaires sur devis ne relèvent pas de l'exclusivité du Titulaire.

Le Titulaire s'engage à fournir l'ensemble des Fournitures conformément au cahier des charges susvisé. Le Titulaire ne doit en aucun cas réaliser des fournitures en dehors de celles définies dans le cahier des charges, sans l'accord préalable écrit du CEA.

Les Fournitures, dont le Titulaire assure la réalisation et assume l'entière responsabilité, relèvent d'une obligation de résultat à l'égard du CEA.

Le montant des Fournitures supplémentaires est plafonné à 10% du montant total de l'accord-cadre.

ARTICLE 6 - EMBALLAGE – TRANSPORT - LIVRAISON

La Fourniture est emballée sous la responsabilité du Titulaire.

L'Incoterm retenu est DAP CEA Grenoble (Selon la convention de la CCI – Incoterms 2020).

Le transfert des risques a lieu après la livraison.

Le Titulaire doit impérativement indiquer sur l'étiquette d'identification des colis (dans le bordereau de livraison intérieur) le numéro complet du présent accord-cadre et le bon de commande auquel il se réfère.

Pour chaque Fourniture livrée, le Titulaire doit obligatoirement transmettre le rapport de Certificat de Conformité par ftp, selon le format xml convenu entre le Titulaire et le CEA.

A partir de grade H, pour les cas identifiés par le CEA, un rapport au format convenu (xls, pdf, xml, csv ...) entre le Titulaire et le CEA doit être envoyé aux correspondants techniques du CEA désignés à l'article 3.1 à l'adresse email suivante : mask.leti@cea.fr
Il contient :

- les résultats des mesures du CD
- les résultats des mesures d'enregistrement
- le rapport d'inspection
- l'analyse AIMS (le cas échéant)
- la mesure de la transmission et de la phase (le cas échéant).

Pendant l'expédition, le numéro de suivi est également envoyé à la même adresse.

L'emballage et l'étiquetage doivent assurer une information et une protection efficaces, tant en termes de manutention que de conservation, jusqu'à destination finale et être conformes à tous les règlements et normes en vigueur.

Si des conditions particulières de stockage (température, hygrométrie,...) sont requises, elles sont identifiées et affichées en caractères spéciaux.

Toute livraison doit être adressée au bâtiment/pièce stipulé sur le bon de commande.

ARTICLE 7 - RECEPTION

Après chaque livraison le CEA effectue sur site un contrôle qualitatif et quantitatif de la Fourniture et vérifie sa conformité par rapport aux spécifications du cahier des charges cité à l'article 2.

La Fourniture n'est acceptée par le CEA que si les contrôles sont conformes aux conditions contractuelles.

ARTICLE 8 - FOURNITURE NON CONFORME

Si la Fourniture livrée n'est pas conforme au cahier des charges ou si elle a été détériorée pendant le transport, elle est retournée aux frais du Titulaire pour remplacement dans les plus brefs délais.

Pour le cas où le CEA met en évidence un défaut de fabrication de la Fourniture ou une erreur dans l'interprétation des données transmises par le CEA, le Titulaire doit remplacer la Fourniture à ses frais.

En revanche, si le Titulaire démontre que des erreurs dans la base de données informatique fournie ou dans la description donnée par le CEA ont généré une mauvaise interprétation de sa part, alors la Fourniture est remplacée par le Titulaire aux frais du CEA.

ARTICLE 9 -CAS D'UNE REFABRICATION DE LA FOURNITURE

A la demande du CEA, en cas d'usure ou de rupture d'un masque ou d'un réticule, aucune nouvelle donnée n'est envoyée au Titulaire. Le Titulaire utilise les données informatiques du bon de commande initial en sa possession et re-fabrique la Fourniture sur la base de prix unitaire indiqué en Annexe N°1.

ARTICLE 10 -CAS D'UN RE-PELLICULAGE

Dans le cas d'une prestation re-pelliculage, le CEA envoie au Titulaire la Fourniture pour le nettoyage, le re-pelliculage et l'inspection. Cette opération est valorisée sur la base du prix unitaire indiqué en Annexe N°1.

ARTICLE 11 -TEMPS D'ECRITURE ET GESTION DES GRADES AVANCES

11.1 Cas particulier des grades avancés à partir de grade I (lots 2,4,5,11 et 12) :

12.1.1 Cas où le CEA demande une évaluation du « temps d'écriture »

Sur la base des données informatiques fournies par le CEA, le Titulaire adresse au CEA l'évaluation du temps d'écriture estimé pour la fabrication de ces masques et en informe le CEA-LETI (The Mask Team) :

- Si ce temps d'écriture ne dépasse pas le temps standard « P1 » (cf article 8.2 du cahier des charges), le prix unitaire fixé à l'article 15 « Prix » est appliqué.
- Si ce temps d'écriture dépasse le temps standard défini, le Titulaire transmet un devis spécifique comprenant les informations suivantes :
 - o Le prix unitaire forfaitaire
 - o Le « temps d'écriture » maximum dédié pour la fabrication de Fourniture
 - o Le prix unitaire par minute de production en cas de dépassement du « temps d'écriture ». Le temps d'écriture réel ne doit pas être supérieur ou inférieur de 5% au temps d'écriture établi lors de l'évaluation du temps d'écriture.

Si le temps d'écriture réel semble être sensiblement différent le Titulaire doit justifier l'écart entre l'évaluation du temps d'écriture et le temps réel. A la suite, un ajustement doit être fait dans la facture.

11.1.2 Cas où le CEA ne demande pas une évaluation du « temps d'écriture »

Si le CEA-LETI ne demande pas d'évaluation du temps d'écriture, la facture est ajustée après la fabrication du masque en fonction du temps d'écriture réel.

Le Titulaire ne peut procéder à la livraison de la Fourniture qu'après la réception de bon de commande.

11.2 Cas particulier de dépassement du « temps d'écriture »

Concernant les autres grades, au cours de la fabrication d'une Fourniture du présent accord-cadre, si le Titulaire identifie un « temps d'écriture » prohibitif (au-delà du temps fixé dans l'annexe 1), le Titulaire doit impérativement informer le CEA, afin de prendre la décision de poursuivre ou arrêter la production.

Pour poursuivre la fabrication, le Titulaire adresse au CEA un devis spécifique comportant les informations demandées à l'article 15 ci-dessous.

ARTICLE 12 -GESTION DE L'ANTERIORITE (REPRISE DE JEUX DE MASQUES)

En cas de besoin de fabrication de nouveaux jeux de masques identiques à ceux fournis au titre de projets antérieurs au présent accord-cadre, le CEA adresse un Bon de commande au Titulaire sur la base de prix unitaire figurant dans « Costing table » joint en annexe 1.

ARTICLE 13 -SUIVI DE L'ACCORD-CADRE

Le Titulaire s'engage à fournir tous les indicateurs conformément au Cahier des charges et documents permettant de suivre le volume et le bon déroulement des prestations prévues au titre du présent accord-cadre.

Le Titulaire organise annuellement une réunion de suivi de l'accord-cadre en présence des correspondants techniques et commerciaux cités aux articles 3.1 et 3.3. A l'issue de cette réunion, le Titulaire rédige un compte-rendu qu'il communique par écrit au CEA dans un délai de 10 jours ouvrés après la date de la réunion.

Le Titulaire doit assurer un rôle de conseil auprès du CEA sur l'utilisation et l'évolution des Fournitures commandées au titre du présent accord-cadre.

Il informe le CEA des défauts connus d'une Fourniture, des changements de politique de son entreprise (abandon d'une gamme de produits, cessation d'activité touchant directement le fonctionnement de l'accord-cadre,...) et prend les mesures correctives qui en découlent.

A tout moment, le CEA peut bénéficier gratuitement de la part du Titulaire de conseils divers sur les Fournitures concernées par le présent accord-cadre.

En cas de livraison non-conforme (pièces défectueuses, erreur de quantité, de référence...), le CEA rédige une Fiche d'Amélioration (FA), celle-ci est transmise au Titulaire pour analyse. Les résultats de cette analyse sont présentés par le Titulaire lors des réunions annuelles.

Le Titulaire établit un bilan des Fournitures livrées lors de l'année écoulée. Ce bilan est commenté par le Titulaire qui fait également des propositions d'améliorations pour l'année suivante.

ARTICLE 14 -SUIVI ENVIRONNEMENTAL

Dans le cadre d'une amélioration des connaissances sur l'empreinte environnementale de l'accord-cadre, le Titulaire communique au plus tard 6 mois après la prise d'effet de l'accord-cadre, les différents impacts environnementaux (gaz à effet de serre, eau, énergie,...) générés dans le cadre des fournitures.

A chaque réunion annuelle, ces différents impacts environnementaux sont abordés dans le cadre d'un plan de progrès.

Le Titulaire détaille les évolutions de ses pratiques environnementales existantes au début de l'accord-cadre. Ce plan de progrès est commenté par le Titulaire qui fait également des propositions d'améliorations pour l'année suivante. Le Titulaire pourra dérouler sa présentation sous un format « cycle de vie », à savoir :

- Matières premières utilisées,
- Fabrication produit/emballage,
- Transport,
- Utilisation,

- Fin de vie.

ARTICLE 15 -PRIX

15.1- Montant maximum

Le montant total maximum de l'accord-cadre, toutes commandes confondues auprès de l'ensemble des Titulaires, et pour toute la durée de l'accord-cadre est inférieur au plafond de **6 000 000 € HT**.

15.2- Prix unitaires

Le Titulaire s'engage à appliquer les prix unitaires figurant dans le document « Costing table » joint en annexe 1.

Ces prix s'entendent en euros hors taxes et sont fermes pendant la première année du présent accord-cadre.

Les frais d'emballage, de transport et d'assurance sont inclus dans les prix.

15.3- Variation de prix

Les prix fixés à l'article 15.2, ci-dessus, sont établis aux conditions économiques du mois de remise de l'offre.

Ils sont fermes pour la première année de l'accord-cadre.

Les prix peuvent ensuite être révisés annuellement, à la demande du Titulaire, et ne peuvent dépasser 3% d'augmentation, après acceptation par le CEA des justifications des prix. Le Titulaire adresse au CEA, un mémoire justifiant l'augmentation comprenant toutes les pièces justificatives permettant de la démontrer (hausse des prix des matières premières, de l'énergie, du transport etc).

Les prix révisés ne peuvent être appliqués qu'après accord écrit de l'autre partie sur la proposition, donné dans les 15 jours qui suit la date de réception de la proposition et sous réserve que la demande de révision de prix ait été adressée au cours des six premiers mois à compter de la date d'anniversaire de révision concernée.

La révision de prix s'applique pour les commandes passées à partir de la date du courrier d'acceptation de la révision de prix envoyé par le CEA. La révision de prix n'a donc pas d'effet rétroactif.

Les coefficients de révision sont arrondis au millième inférieur.

ARTICLE 16 -RESILIATION

Outre les dispositions du chapitre 13 des Conditions Générales d'Achat du CEA qui s'appliquent, le présent accord-cadre peut être résilié sans indemnités, par l'une ou l'autre des parties, sous réserve du respect d'un préavis de deux mois, notifié par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 17 -PENALITES DE RETARD

Outre les dispositions des Conditions Générales d'Achat du CEA relatives aux pénalités, qui s'appliquent dès lors qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions qui suivent, le CEA peut appliquer les pénalités dans les cas et conditions suivantes.

17.1 - En cas de non-respect des délais contractuels, le Titulaire encourt des pénalités de retard à hauteur de 3% par bon de commande par jour calendaire de retard.

Les pénalités appliquées au titre de ce paragraphe sont plafonnées à hauteur de 10% du montant HT de l'accord-cadre.

17.2 - Par ailleurs, en dehors des cas visés à l'alinéa ci-dessus, dans l'hypothèse où le CEA met le Titulaire en demeure de se mettre en conformité avec ses obligations dans un délai fixé dans la mise en demeure et pour le cas où le Titulaire ne respecte pas ce délai, le CEA applique une pénalité de 300 euros par jour calendaire de retard.

17.3 - Les pénalités sont applicables de plein droit et sans mise en demeure préalable, ni autres formalités juridiques ou judiciaires sur la facturation.

Les pénalités sont cumulatives et leur application est indépendante des autres sanctions auxquelles le retard peut donner lieu, notamment la résiliation éventuelle de l'accord-cadre. Dans l'hypothèse d'une résiliation, les pénalités sont appliquées jusqu'au jour de la notification de résiliation.

Les pénalités n'ont pas un caractère libératoire de la responsabilité du Titulaire.

ARTICLE 18 -CONDITIONS DE FACTURATION

Les factures sont établies selon l'échéancier suivant :

- 100 % du montant HT de chaque bon de commande et toutes les taxes afférentes au présent accord-cadre après validation par le CEA des Bordereaux de Livraison du mois concerné.

Il est précisé que le Titulaire doit d'abord envoyer la facture au format .xlsx (cf tableau à l'article 8.1.4 du cahier des charges) aux correspondants techniques du CEA désignés à l'article 3.1 à l'adresse email mask.leti@cea.fr. Après sa validation, la facture peut être transmise selon les modalités indiquées dans l'article 19.

ARTICLE 19 — CONDITIONS DE PAIEMENT – REGLEMENTS

Avec une société de droit étranger

Les factures sont adressées en un exemplaire au :

CEA de Saclay
S3C - comptabilité fournisseur PC 75
91191 GIF-SUR-YVETTE Cedex
FRANCE

Tél. : 01 69 08 47 50

Toutes les factures émises portent la référence du présent accord-cadre.

Les règlements interviennent à 30 jours à compter de la date de réception de la facture, après livraison ou exécution.

Avec une société de droit français (Portail Chorus obligatoire), ou avec une société de droit étranger si le Titulaire le souhaite (Portail Chorus facultatif)

Il est précisé que l'utilisation du portail Chorus est facultative pour les sociétés de droit étranger. Si le Titulaire opte pour ce mode de facturation, ce choix est irréversible, pour toutes les factures à venir et pour tous les marchés passés avec le CEA.

Conformément aux articles L2192-1 et suivants et D2192-2 du code de la commande publique complétés par l'instruction du 22 février 2017 relative au développement de la facturation électronique, les factures doivent être adressées au CEA via le Portail Chorus Pro de l'Etat (<https://chorus-pro.gouv.fr>)

Pour être prise en considération, chaque facture émise par le Titulaire au titre du présent accord-cadre doit être conforme à la réglementation relative à la facturation électronique précisée notamment par l'instruction du 22 février 2017 relative au développement de la facturation électronique et comporter en particulier les informations suivantes :

- le numéro SIRET du CEA : **775 685 019 00587**
- le code service **GRE-C** qui permettra d'aiguiller le traitement de la facture ;
- le numéro d'engagement (**n°d'accord-cadre/commande SAP**) composé de 10 chiffres
- l'adresse de facturation du CEA :

CEA de Saclay
S3C - Comptabilité fournisseur PC 75
91191 GIF-SUR-YVETTE Cedex
FRANCE

-

Le délai de règlement est de 30 (trente) jours à compter de la date de réception de la facture par le CEA sous réserve de l'acceptation par le CEA des prestations conformément aux conditions de l'accord-cadre.

Les pièces justificatives attestant de l'acceptation du CEA (PV) ou d'un événement ayant déclenché un terme de facturation doivent être transmises en même temps que les factures.

Dans l'hypothèse où une facture émise porte en tout ou partie sur des prestations fermes et optionnelles, le Titulaire doit décomposer le montant facturé en détaillant ce qui relève de la part ferme et de chaque option.

Toute facture non conforme aux termes de l'accord-cadre sera renvoyée à l'émetteur.

ARTICLE 20 -RESPECT PAR LE TITULAIRE DE LA REGLEMENTATION FISCALE ET SOCIALE

Le Titulaire s'engage à remettre :

- lors de la conclusion du présent marché et tous les six mois à compter de sa notification , jusqu'à la fin de l'exécution, les documents exigés à l'article D.8222-5 (s'il est établi en France) ou à l'article D.8222-7 (s'il est établi à l'étranger) du Code du travail et, le cas échéant, la liste nominative des salariés étrangers qui seraient susceptibles d'être employés (articles D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail) ;
- les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution de marchés publics).

Le Titulaire doit s'assurer lors de la conclusion du marché, et tout au long de son exécution, que ses fournisseurs et sous-traitants se conforment également à ces dispositions.

Le Titulaire encourt des pénalités s'il ne les respecte pas (cf. article 21.1 des Conditions générales d'achat du CEA).

ARTICLE 21 -REGIME FISCAL [à supprimer si marché à l'étranger]

Le régime des taxes applicables au présent accord-cadre est celui de la TVA au taux en vigueur au moment du fait générateur.

S'agissant d'une livraison de bien, la TVA sera exigible au plus tard au moment du transfert de propriété.

En vertu de l'article 269,2-a du CGI modifié par l'article 30 de la loi 2021-1900 du 30 décembre 2021, les acomptes encaissés à compter du 1^{er} janvier 2023, seront soumis à TVA.

OU

REGIME FISCAL ET DOUANIER [obligatoire si marché à l'étranger si marché dans l'UE supprimer le § Régime Douanier]

21.1 - Régime fiscal

Le régime des taxes applicables au présent accord-cadre est celui de la TVA au taux en vigueur au moment du fait générateur.

S'agissant d'une livraison de bien, la TVA sera exigible au plus tard au moment du transfert de propriété.

En vertu de l'article 269,2-a du CGI modifié par l'article 30 de la loi 2021-1900 du 30 décembre 2021, les acomptes encaissés à compter du 1^{er} janvier 2023, seront soumis à TVA.

L'importation de l'équipement objet de l'accord-cadre entre dans le champ d'application de la TVA française en vertu des dispositions des article 32 et 60 de la Directive 2006/112/CE.

Conformément aux dispositions de l'article 201 de la même Directive, l'importateur est redevable de la TVA au taux en vigueur au moment du fait générateur. L'importateur acquittera les droits de douane et la TVA due à l'importation, directement auprès de la Douane française.

En fonction de l'option retenue, la prestation de transport sera comprise dans le montant de l'assiette de la TVA, en application de l'article 292 du Code Général des Impôts. Celle-ci est constituée par la valeur définie par la législation douanière, conformément à l'article 71 du Code des Douanes de l'Union.

21.2 - Régime douanier :

Le Titulaire s'engage à livrer au CEA les biens après dédouanement à l'exportation et à prendre en charge l'obtention des éventuelles licences d'exportation du bien objet du présent accord-cadre.

Le titulaire s'oblige à indiquer sur les documents commerciaux le numéro de nomenclature douanière ainsi que l'origine de la marchandise et le pays de dernière provenance.

Le CEA, Etablissement Public de recherche, peut bénéficier d'une franchise des droits de douane pour les instruments et appareils scientifiques, pièces de rechange, d'éléments, d'accessoires et d'outils spécifiques (règlement CE 1186/2009), sous réserve que les caractéristiques techniques objectives et les résultats attendus soient exclusivement ou principalement aptes à la réalisation d'activités scientifiques et que les importations considérées soient sans but lucratif.

De ce fait, le Titulaire s'engage à fournir, en temps utiles, tous les documents nécessaires au dépôt par le CEA de la demande de franchise de droits de douane.

A défaut, le montant des droits de douane indûment payés par l'importateur restera à la charge exclusive du Titulaire.

Le dédouanement de la marchandise sera pris en charge par le représentant en douane agréé du CEA/Grenoble c'est-à-dire la société ZIEGLER, située 23 rue de Brotterode, 38950 Saint Martin le Vinoux, depuis le départ de la marchandise avec les numéros de

LTA (airway bill) en cas de transport aérien ou d'une copie du connaissement (bill of lading) en cas de transport maritime, et la facture accompagnant le transport.

ARTICLE 22 -JURIDICTION COMPETENTE [Si fournisseur FR]

Tout différend pouvant survenir entre le Titulaire et le CEA, relatif au présent accord-cadre, est de la compétence exclusive du Tribunal administratif de Grenoble.

ARTICLE 23 -LOI APPLICABLE ET JURIDICTION COMPETENTE [si fournisseur étranger]

Il est expressément convenu que l'exécution du présent accord-cadre est soumise à la législation française.

Tout différend pouvant survenir entre le Titulaire et le CEA, relatif au présent accord-cadre, est de la compétence exclusive du Tribunal administratif de Grenoble.

ARTICLE 24 -CONCLUSION DU MARCHE

Il est demandé au Titulaire de renvoyer le présent accord-cadre dûment signé.

Fait à Grenoble en un exemplaire,

Le

Pour le Titulaire,

Pour le CEA,